



Monsieur le Président,

Non, la page de la réforme des retraites n'est pas tournée.

Depuis 3 mois, le pays est secoué par une contestation qui par sa force et son nombre s'inscrit dans une totale légitimité.

Et pourtant au pays des droits de l'Homme, aujourd'hui, on découvre effarés que la démocratie sociale n'a pas de sens et d'utilité pour la tête de l'Etat.

Mieux, la démocratie parlementaire est également bafouée par un passage en force de cette réforme au 49-3.

L'allocution du Président de la République le 17 avril est totalement hors sol et emprunte d'un mépris total à l'égard des français. Cette intervention ne signe en rien pour nous la fin du combat.

Notre détermination reste entière.

Le 1<sup>er</sup> mai, à nouveau, nous serons dans la rue.

Le 3 mai, nous saurons si un référendum est possible sur le sujet. 4,8 millions de signatures et à l'issue, le vote en faveur d'un rejet sonne comme une évidence.

Vous voyez, pour FO DGFIP 34 le découragement n'est pas de mise. Nous continuons de croire que, même confrontées à une présidence autoritaire, les institutions nous donnent les moyens de nous battre.

Aujourd'hui se tient un CSAL. A l'issue de cette liminaire, les représentants FO DGFIP 34 quitteront la salle;

Parce que le dialogue social dans ce pays est malade.

Au niveau national, quand un Président de la République refuse tout dialogue, puis convoque à sa guise et son bon vouloir les organisations syndicales, ajoutant encore du mépris;

Au niveau local aussi, non de votre fait, mais bien par cette forme lancinante et quasi-permanente de déstabilisation des agents à travers les réformes, de restructurations contre les agents et de casse des services publics de proximité.

La restructuration des SDIF en est une nouvelle illustration, que vous réglerez pour partie par des primes et des garanties à court terme pour celles et ceux concernés. Nous connaissons la

méthode. A quoi bon vous entendre, la main sur le coeur, nous certifier que nul ne sera déplacé contre sa volonté.

Au niveau national et local, la loi de transformation de la fonction publique, dont émanent les CSA et FS, ne date pas d'hier et pourtant il n'existe aucun règlement en terme d'organisation et de priorité pour établir un dialogue social respectueux. Sauf à ne pas y attacher grande importance, on peut faire beaucoup mieux.

D'autant que nous avons perdu le Secrétaire de la Formation spécialisée, par le truchement de querelles internes à un syndicat.

Les représentants FO DGFIP 34, pour toutes ces raisons, dans la logique du combat intersyndical national, n'assisteront pas à cette instance. Nous garderons une hauteur de vue par rapport aux combats contre la réforme des retraites et surtout sans compromis.